

## DROIT DUTRAVAIL - PRUD'HOMIE - SÉCURITÉ SOCIALE

#### Sommaire

# **Tables** de l'année 2013

Au sommaire:

Table des articles, notes. conclusions et avis classés par noms d'auteurs

I à V

Table alphabétique des matières

VI à XXIX

Table chronologique de la jurisprudence

XXX à XXXII

#### **DOCTRINE**

Patrice Adam : L'action syndicale non représentative dans l'entreprise (Sur quelques règles de conjugaison).

Jacques Déchoz : Les rapports de travail : du lien de subordination au lien d'assujettissement.

Franck Petit : L'application sélective du Code électoral dans l'entreprise (Vade-mecum du salarié-électeur).

#### DOCUMENT

Pour une nouvelle efficacité des actions collectives en droit du travail.

## **JURISPRUDENCE**

Le salarié inapte ne peut être contraint à prendre ses congés en attendant le reclassement.

Cour de cassation (Ch. Soc.) 3 juillet 2013 – Note Claudy Ménard (p.40)

L'action judiciaire du syndicat devant le TGI en vue de régulariser la situation des salariés écartés d'un transfert conventionnel.

Cour de cassation (Ch. Soc.) 25 septembre 2013 - Note Marianne Keller Lyon-Caen (p.41)

Discrimination indirecte fondée sur le sexe et application directe du droit de l'Union européenne par la juridiction judiciaire.

Cour de cassation (Ch. Soc.) 30 septembre 2013 - Note Florent Drappier (p.51)

## **CHRONIQUES JURISPRUDENTIELLES**

Droit de la protection sociale (deuxième partie) par Laure Camaji, Anne-Sophie Ginon, Frédéric Guiomard et Lola Isidro.



REVUE JURIDIQUE DE LA CONFÉDÉRATION GÉNÉRALE DU TRAVAIL

## **TABLE DES MATIÈRES**

#### **JANVIER 2014**

## **Doctrine:**

Patrice Adam, Professeur à l'Université de Lorraine	1
Les rapports de travail : du lien de subordination au lien d'assujettissement par Jacques Déchoz, Inspecteur du travail, Docteur en philosophie	12
CONTRAT DE TRAVAIL – Evaluation des salariés – Méthode – Entretien ne faisant qu'entériner une auto évaluation et évaluation préalable par la ligne hiérarchique – Contrariété avec l'art. L. 1222-2 C. Tr. et les dispositions conventionnelles – Action en justice du syndicat et du CHSCT – Destruction des évaluations ordonnée.	
TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE NANTERRE (2° Ch.) 12 septembre 2013	19
L'application sélective du Code électoral dans l'entreprise (Vade-mecum du salarié-électeur) par Franck Petit, Professeur à l'université d'Avignon et des Pays de Vaucluse, Doyen de la faculté de droit, d'économie et de gestion . ÉLECTIONS PROFESSIONNELLES — Respect des principes généraux du droit électoral — Défaut — Annulations (deux espèces) — Mention sur le PV de dépouillement des heures d'ouverture et de clôture du scrutin (première espèces) — Composition du bureau de vote — Prérogative relevant du protocole préélectorale — A défaut, conditions d'âges (deuxième espèce)  Première espèce : COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 16 octobre 2013	22
Deuxième espèce : COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 16 octobre 2013	35
Document:	
Pour une nouvelle efficacité des actions collectives en droit du travail	36
Jurisprudence:	
INAPTITUDE – Défaut de licenciement ou de reclassement – Reprise du paiement des salaires – Employeur imposant la prise de congés payés – Substitution de l'indemnité de congés au versement du salaire – Licéité (non).	
COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 3 juillet 2013	40
Note Claudy Ménard, Formateur syndical	40
SYNDICAT PROFESSIONNEL – Action dans l'intérêt collectif (L. 2132-3 C. trav.) – Transfert conventionnel – Recevabilité de l'action du syndicat (oui) – Demande du syndicat de régularisation de la situation individuelle des salariés – Bien-fondé (oui).	
COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 25 septembre 2013	41
Note Marianne Keller Lyon-Caen	44
TRIBUNAUX – Compétence judiciaire – Application du droit de l'Union européenne – Conformité d'un acte administratif – Appréciation – Question préjudicielle au juge administratif (non).  SÉCURITÉ SOCIALE – Opéra national de Paris – Régime de retraite – Ouverture du droit à pension – Catégories de	
personnel – Différence de traitement entre sexes – Discrimination indirecte.	
COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 30 septembre 2013  Note Florent Drappier, Élève Avocat	51 51
Note Fiorent Diappier, Eleve Avocat	31
Chroniques jurisprudentielles :	
<b>Droit de la protection sociale</b> (première partie) par <b>Laure Camaji</b> , Maître de conférences à l'Université Paris-Sud - IUT de Sceaux, <b>Anne-Sophie Ginon, Frédéric Guiomard</b> , Maîtres de conférences à l'Université de Paris-Ouest Nanterre - La Défense (IRERP EAC CNRS) et <b>Lola Isidro</b> , Doctorante à l'IRERP, Université Paris-Ouest Nanterre-la Défense	53
CONSEIL DE PRUD'HOMMES – Compétence matérielle – Litiges nés à l'occasion du contrat de travail – Sécurité des salariés – Obligation de résultat – Protection des salariés contre les risques liés à l'inhalation de poussière d'amiante – Manquement – Demande en réparation – Déclaration de la maladie professionnelle – Bénéfice de l'ACAATA – Caractère indifférent – Préjudice spécifique d'anxiété – 1° Indemnisation – Conditions – Période antérieure à la déclaration de la maladie – 2° Indemnisation – Etendue – Troubles psychologiques – Cas – Troubles liés au bouleversement des conditions d'existence – Droit à une indemnisation distincte (non) (deux espèces).	
Première espèce : COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 25 septembre 2013	53 55
Deuxième espèce : COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 25 septembre 2013	55 57
TOTAL FICULTIES CANONICITY	<i>J1</i>